

**CONSEIL**

**Conseil**

**DESIGNATION D'UN EXPERT AU COMITE D'AUDIT**

**JT03368010**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

*Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.*



1. Conformément à l'article 31 paragraphe 2 du Règlement financier [[C\(2008\)92/REV1](#)], « le Comité d'audit est composé de neuf membres désignés par le Conseil. Six membres sont désignés parmi les délégations permanentes des pays Membres, dont le président du Comité du budget, qui est membre de droit, et trois membres sont des experts proposés par les Institutions supérieures de contrôle des pays Membres, l'un d'entre eux étant proposé par l'Institution supérieure de contrôle du pays hôte. Le Conseil prendra note des qualifications techniques et professionnelles pertinentes des experts proposés par les Institutions supérieures de contrôle lors de leur confirmation en qualité de membres du Comité d'audit ».

2. L'article 31 paragraphe 3 du Règlement financier dispose que « les experts sont nommés pour des mandats échelonnés d'une durée maximale de trois ans, avec application du système de rotation établi par le Conseil » [voir le document [C\(2008\)149](#)], et le paragraphe 6, qu' « aucun membre du Comité d'audit ne devra appartenir à la même institution que celle de l'Auditeur externe ».

3. Mme Danièle Lajoumard (France), issue du ministère français de l'économie et des finances, a été nommée en qualité d'expert auprès du Comité d'Audit de l'OCDE le 7 novembre 2008 par une Résolution du Conseil, et ce, jusqu'au 31 décembre 2011 [[C\(2008\)187/ADD1](#)]. Son mandat a ensuite été renouvelé du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2014 [[C\(2011\)172](#)].

4. En application des dispositions du Règlement financier mentionnées ci-dessus, l'expert remplaçant Mme Lajoumard doit être proposé par l'Institution supérieure de contrôle de France. Les autorités françaises ont proposé M. Laurent Vachey, issu de l'Inspection générale des finances du ministère français de l'économie et des finances. Le curriculum vitae de M. Laurent Vachey figure en Annexe de la présente note.

### **Action proposée**

5. À la lumière de ce qui précède, le Secrétaire général invite le Conseil à adopter le projet suivant de conclusions :

#### **LE CONSEIL**

- a) prend note du document [C\(2014\)136](#) ;
- b) convient de désigner, sur proposition de l'Institution supérieure de contrôle du France, M. Vachey en qualité de membre du Comité d'audit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2017.

## ANNEXE

## CURRICULUM VITAE

**Laurent Vachey***Inspecteur général des finances  
ministère de l'économie et des finances***Compétences principales**

- **Management et direction** : 15 années d'expérience, dont 7 dans des positions de direction générale.
- **Santé publique et affaires sociales** : depuis ma formation à l'École Nationale de la Santé Publique (Rennes, France), 17 années dans des institutions sociales et de santé publique, dont deux fois en fonctions de direction générale.
- **Audit, inspection et conseil** : 12 ans d'expérience à l'Inspection générale des finances, et fonctions de conseil stratégique dans une banque d'investissement (Barclays), la Fondation Mérieux et au Service de Santé des Armées.
- **Communication** : dans mes fonctions de directeur général, et comme directeur adjoint d'un cabinet ministériel.
- **International** : audits de programmes de coopération internationale, et deux années comme chargé de mission pour la Coopération avec l'Europe centrale et orientale.

**Expérience Professionnelle*****Management et direction (santé publique et affaires sociales)******Novembre 2007 à Juin 2011 : Directeur général de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie***

La Caisse nationale de Solidarité pour l'autonomie (CNSA) a été créée en 2004 à la suite des conséquences de la canicule de 2003 pour les personnes âgées et en lien avec la nouvelle loi sur le Handicap de février 2005. Ces événements ont souligné la nécessité de lieux d'hébergement et de services à domicile mieux adaptés aux besoins des personnes âgées et handicapées, grâce à un financement supplémentaire. La CNSA emploie 100 personnes, pour un budget de € 20 milliards en 2011.

*Parmi les réalisations de mon mandat : développement d'un système d'audit interne dans la perspective de la certification des comptes de la CNSA (2012 a été le premier exercice certifié sans réserves); création d'un nouveau système d'information intégré de gestion des budgets entre les échelons national et régional (ARS) ; création d'un référentiel métiers ; lancement du schéma national handicaps rares.*

***Juillet 1995 – Juillet 1998 : Président Directeur général de l'Agence Française du Sang (AFS)***

À la suite du scandale du sang contaminé, on m'a demandé de prendre la responsabilité de la création du nouvel établissement public de tutelle de la transfusion (l'Agence Française du Sang, employant 80 personnes pour un budget opérationnel annuel de 40 millions €).

*Les deux enjeux principaux de cette période étaient de reconstruire la confiance du public et des parties prenantes quant à la sécurité du système transfusionnel, et de restructurer le réseau des centres de transfusion sanguine (de 146 à 42).*

*Juillet 1979 – Octobre 1984 : **Ministère des Affaires Sociales, directeur adjoint « organisation et méthodes informatiques » pour l'administration territoriale (DDASS et DRASS).***

*Développement du premier système informatique de gestion du travail social basé sur des PC.*

*Juillet 1976 – Juin 1979 : **Inspecteur des Affaires sanitaires et sociales** (Beauvais, Département de l'Oise). Responsable du service de l'Aide sociale à l'Enfance.*

**Audit, Inspection et Conseil: Inspection générale des Finances.**

*Juillet 2011 à aujourd'hui :*

- Propositions de scénarios d'évolution de l'allocation spécifique de solidarité (avec IGAS).
- Analyse des possibilités de contribution de actifs de long terme réglementés par la puissance publique (notamment retraites complémentaires) aux besoins de financement de long terme des PME et ETI françaises. *Contribution aux travaux en cours sur la relance de l'investissement.*
- Évaluation du système de financement des établissements et services pour personnes handicapées (avec IGAS). *Le gouvernement a décidé, sur la base de ce rapport, d'engager une réforme du système actuel, dans le cadre de la modernisation de l'action publique.*
- Audit de la filiale internationale de l'Institut Géographique national, en vue de sa recapitalisation (avec CGEDD). *Une des questions consistait à vérifier si le système de gestion des risques était cohérent avec le marché et la taille de la société.*
- Audit du système de gestion du droit d'asile (avec IGAS et IGA). *Le gouvernement a annoncé une réforme du système de gestion du droit d'asile suite à ce rapport.*

*Juin 2007- Novembre 2007 :*

- Réorganisation des structures nationales d'appui à la performance hospitalière. *Une nouvelle structure, l'ANAP, est en place depuis 2008.*

*Janvier 2006 – Octobre 2007 :*

- Évaluation de la politique familiale
- Propositions pour une stratégie financière de couverture du budget français.

*Avril 2003 – Avril 2004 :*

- Audit du système de remboursement des frais de déplacement des fonctionnaires
- Évaluation du système des agences de sécurité sanitaire (médicaments, alimentation, environnement, veille sanitaire) *Le réseau des agences de sécurité sanitaire a été réorganisé suite à ce rapport. En avril 2004, promu Inspecteur Général des Finances*

*Août 1998 – Mars 2001 :*

- Réorganisation du système d'aide humanitaire français, dans le contexte de la crise du Kosovo
- Audit financier du projet de construction du siège du Parlement Européen (Strasbourg)
- Audits des programmes d'assistance technique français au Liban (douanes) et au Pakistan (sécurité aérienne).

*Juin 1988 – Octobre 1992 :*

Inspecteur des Finances, responsable d'inspections et audits, parmi lesquels:

- inspections des services du ministère des Finances (Impôts, Douanes...)
- audit de l'organisation des systèmes d'aides aux étudiants (bourses et logement)
- évaluation des programmes pour l'insertion des adolescents en difficulté

- audit de la situation financière de la Fondation Nationale de Transfusion Sanguine (*ce rapport a conduit à ma nomination ultérieure en 1995 comme Président directeur général de l'AFS, cf. ci-dessus*)

### **Communication et Conseil**

*Novembre 2006-Mai 2007 : directeur adjoint du cabinet, Ministre délégué à la Famille, aux Personnes Âgées et aux Personnes Handicapées. Deux nouvelles lois, l'une sur la protection de l'Enfance et l'autre sur les services de tutelle aux incapables majeurs ont été votées au Parlement pendant cette période.*

*Mai 2004 – Novembre 2005 : Barclays Capital, directeur secteur public, France.*

Suite à l'introduction en France d'une législation sur les partenariats public-privé, j'ai rejoint Barclays Capital pour évaluer les opportunités pour la Banque du fait de ce nouvel outil de financement.

*Avril 2001 – Mars 2003 : Ministère de la Défense, délégué financier, Service de santé des Armées.*

*Suite à la professionnalisation des armées, et à un changement complet du système de financement des hôpitaux militaires, j'ai rejoint le ministère de la Défense pour superviser les réformes nécessaires au sein du service de santé des Armées (9 hôpitaux, 14 000 personnes dont 2700 médecins, 730 millions € de budget).*

*Octobre 1994 – Juin 1995 : Secrétaire Général de la Fondation Mérieux, Lyon*

La Fondation Mérieux a pour buts la promotion de la recherche en médecine animale et humaine (par des subventions, des réunions internationales, des publications), et la coopération internationale notamment dans le champ des maladies transmissibles et de la vaccination.

*Je conseillais le Dr. Charles MERIEUX, pour l'articulation de l'action de la Fondation avec les programmes et financements publics.*

### **International**

*Octobre 1992 – Juin 1994 : Chargé de mission à la Mission Interministérielle pour l'Europe Centrale et Orientale*

Gestion de la participation française aux initiatives européennes (programmes PHARE and TACIS), et mise en œuvre des programmes bilatéraux français dans les domaines bancaires et financiers.

*Le principal défi était d'améliorer l'expertise française sur les projets européens, en vue des comités de gestion bruxellois.*

Pendant ma scolarité à l'ENA, stage (janvier 86 à septembre 86) à l'ambassade de France en Indonésie.

\*\*\*

### **Diplômes et formation professionnelle :**

- Diplôme de Sciences Politiques (IEP Lyon), 1973
- Licence en Droit (Université de Lyon), 1975
- École Nationale de la Santé Publique (ENSP, Rennes, France) 1976
- Janvier 1986 – Mai 1988: École Nationale d'Administration (ENA, Paris)
- Novembre 1984 – Novembre 1985: année préparatoire à l'ENA (à Sciences Po Paris)

**Membre de l'IFACI** (Institut Français de l'audit et du contrôle interne)

**Langages :** Anglais (C1), Allemand (scolaire), Indonésien (basique).

**Données personnelles :**

- Bureau: Inspection Générale des finances, Télédoc 335, 139 rue de Bercy 75012 Paris - France
- Né le 18 janvier 1953-Nationalité française
- Mail: laurent.vachey@igf.finances.gouv.fr